



Quelles Amériques en 2030 ?

Les Amériques des années 2030 seront globalement un havre de paix démocratique, fortement intégré à l'économie mondiale, mais où la réduction des inégalités socio-économiques constituera encore le principal défi.

Il est toujours périlleux d'anticiper le futur. C'est un exercice d'autant plus difficile qu'il s'agit ici d'entrevoir l'avenir d'un immense continent sans tomber dans le particularisme de la soixantaine d'États et de territoires, grands ou petits, continentaux ou insulaires, qui le composent. Reste que nous pouvons tabler sur trois grandes tendances lourdes pour dégager quelques scénarios macroscopiques et les tendances probables qui définiront les Amériques en 2030. Pour ce faire, nous débutons par une esquisse du portrait des Amériques en 2030 selon les grandes tendances structurelles démographiques et économiques. Une fois ce portrait posé, les blocs d'intégration régionale sont analysés, la sécurité continentale est abordée, l'inévitable question de la démocratie est traitée. Nous concluons avec une réflexion sur le leadership régional des États-Unis et de la Chine.

Portrait des Amériques en 2030

Les populations des Amériques seront plus nombreuses et plus diversifiées en 2030. D'une population totale d'environ 970 millions d'habitants en 2015 (environ 14 % de la population

mondiale), la population en 2030 oscillera entre un milliard à un milliard cent millions d'habitants (environ 13 % de la population mondiale). Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Amérique latine va vivre une véritable transition démographique au cours des quinze prochaines années où plus de 70 % des populations seront urbaines, transition qui est complètement achevée au Canada et aux États-Unis.

Cette transition démographique s'explique en particulier par la baisse de la fécondité et une augmentation de l'espérance de vie, constatées notamment en Amérique du Sud. Bien entendu, d'autres facteurs majeurs vont faire fluctuer la démographie. Il suffit de penser à l'urbanisation croissante, au réchauffement climatique, ou encore aux conditions économiques.

Les frontières étatiques ne devraient guère changer. Les quelques litiges frontaliers qui existent en ce moment subsisteront fort probablement jusqu'en 2030, mais ces litiges ne sont pas suffisants pour que le continent bascule dans un conflit interétatique, et cela, d'autant plus que la voie légale et la négociation ont habituellement primé sur le recours à la force. Les

analyse

Par **Mathieu Arès** et **Hugo Loiseau**, co-directeurs de l'Observatoire des Amériques (CEIM-UQÀM) et professeurs à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke (Québec).

Photo ci-dessus :

Fermées depuis 1961, les ambassades respectives de Washington et La Havane (photo) ont rouvert leurs portes le 20 juillet 2015, suite au rapprochement historique engagé par le président américain Barack Obama et son homologue cubain Raul Castro. Si le Congrès américain demeure hostile à ce rapprochement, l'ensemble des pays d'Amérique latine a applaudi et célébré la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba, qui ouvre « une nouvelle étape dans les relations du continent », selon la présidente brésilienne Dilma Rousseff. (© Xinhua)



Photo ci-dessous :

Le 26 mai 2015, le président mexicain Pena Nieto accueille son homologue brésilienne, Dilma Rousseff, dans le but de renforcer les liens entre les deux principales économies d'Amérique latine. D'ici à 2050, le Brésil et le Mexique feront partie des dix plus grandes puissances économiques mondiales (respectivement en 7^e et 9^e places, selon le magazine britannique *The Economist*, en 5^e et 6^e places selon le cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers). (© AFP/Alfredo Estrella)

conflits frontaliers entre le Chili et la Bolivie, ou les revendications argentines sur les Îles Malvinas (Îles Falkland) en sont de parfaits exemples, les uns et les autres ayant pris la voie de la diplomatie. Pour leur part, les États-Unis n'interviennent plus directement militairement dans leur « arrière-cour » depuis plus de 25 ans. En fait, la normalisation des relations avec Cuba met définitivement fin à l'épisode de la guerre froide et constitue un geste de bonne volonté de la part de l'administration Obama vis-à-vis de l'ensemble des pays latino-américains, quelque peu délaissés depuis les événements du 11 septembre 2001 et la « guerre au terrorisme ». Aussi les principales menaces à la sécurité continentale seront-elles, comme aujourd'hui, d'ordre intérieur, à l'exception évidemment des États-Unis et de leur allié canadien, qui ont une vision plus élargie de leur sécurité. C'est donc la coopération, et non les rivalités, qui devrait marquer les Amériques de 2030.

L'intégration économique

Selon les prévisions du Département américain de l'Agriculture (USDA), les pays latino-américains devraient globalement connaître un taux moyen de croissance supérieur à celui des pays nord-américains (3,09 % contre 2,51 % de 2011 à 2020 et 3,96 % contre 2,57 % de 2020 à 2030) (1).

La logique des blocs d'intégration régionale devrait se poursuivre. Les États membres profitent assez largement des bénéfices en matière de croissance économique et de développement politique pour faire perdurer cette logique d'agrégation. En plus de fournir une voix au chapitre pour les États les plus fragiles, l'intégration économique constitue un tremplin pour les marchés mondiaux, mais également une protection contre les aléas internationaux et les chocs économiques ou commerciaux.

pour le Mexique. Pourtant l'ALÉNA apparaît comme un accord du passé, des années 1990 et 2000, qui n'a pas su se renouveler. L'échec de la création d'une vaste zone de libre-échange des Amériques a fait place à un régionalisme compétitif, où les États multiplient les accords commerciaux et d'investissements bilatéraux dans une logique de positionnement stratégique, chacun s'autoproclamant « *Global trader* », avec le résultat d'une libéralisation commerciale quelque peu anarchique. Toutefois, deux initiatives récentes devraient à terme favoriser l'harmonisation des règles et des obligations. D'un côté, à l'initiative des États-Unis, on retrouve la négociation d'un accord de Partenariat Trans-Pacifique (*Trans-Pacific Partnership*, TPP), qui établirait une vaste zone de libre commerce unissant les Amériques et l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Cinq des onze États participants (le Canada, le Chili, les États-Unis, le Mexique et le Pérou) proviennent des Amériques – la Colombie, le Panama et le Costa Rica étant déjà perçus comme candidats à une éventuelle extension. La seconde initiative, l'Alliance du Pacifique, qui réunit le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou, va encore plus loin sur le plan intégratif, en proposant un forum de coordination des politiques, mais également la création d'institutions com-

“ En 2030, beaucoup de pays des Amériques seront fortement intégrés à l'économie globale et participeront aux chaînes de valeurs trans-pacifiques, chacun se spécialisant soit comme fournisseur de technologies et de capitaux, soit comme lieu d'assemblage de biens manufacturiers, ou encore comme fournisseur de produits primaires et agricoles. ”



On compte actuellement trois modèles d'intégration dans les Amériques : le plus ancien, le modèle libéral-contractuel – prôné par les États-Unis – et, en réaction, les modèles communautaire et bolivarien. Entré en vigueur en janvier 1994, l'accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) est le meilleur exemple du régionalisme ouvert basé sur une approche contractuelle lockéenne. Sur le plan commercial, il s'agit certainement d'une très grande réussite, et cela tant pour le Canada ou les États-Unis que

munés, comme dernièrement la fusion des bourses nationales et la création du Marché intégré latino-américain (MILA). C'est ainsi qu'en 2030, beaucoup de pays des Amériques seront fortement intégrés à l'économie globale et participeront aux chaînes de valeurs trans-pacifiques, chacun se spécialisant soit comme fournisseur de technologies et de capitaux, comme les États-Unis, soit comme lieu d'assemblage de biens manufacturiers, comme le Mexique, le Costa Rica et le Panama, ou encore comme fournisseur de produits primaires et agricoles, tels le Brésil, le Chili ou le Canada.

L'avenir des projets alternatifs d'intégration est plus incertain. Si le Marché commun du Cône sud (Mercosur) s'inspire du projet communautaire européen avec son haut taux d'institutionnalisation et ses politiques communes, force est de constater ses limites. D'un côté, l'inter-gouvernementalisme a pris le dessus sur les institutions communautaires. D'un autre, le rythme de croissance du commerce extra-régional croît beaucoup plus vite que le commerce intra-régional. Sans compter le ressentiment



de l'Argentine et de l'Uruguay notamment envers le Brésil, qui, s'il s'autoproclame leader régional, préfère souvent faire cavalier seul. Il subsiste une marge à ne pas franchir avant de conclure à la fin du Mercosur, mais ce n'est pas trop s'avancer que de souligner que le fossé entre les idéaux du début et la dynamique politique devrait, sinon s'élargir, du moins perdurer. Quant au modèle bolivarien, basé sur la redistribution de la rente pétrolière du Venezuela, son sort semble désormais scellé avec la baisse durable des cours pétroliers (gaz et pétrole de schiste, accord nucléaire iranien, production saoudienne en hausse etc.), la mort de Hugo Chavez et le retrait prévisible de la vie politique de ses principaux leaders (Evo Morales, les frères Castro, Cristina Kirchner, etc.). Cela étant, compte tenu de l'inégalité sociale généralisée (à l'exception du Canada), le populisme tant à gauche qu'à droite occupera encore une place importante au sein du spectre politique dans de nombreux pays.

“ La guerre contre la drogue dans les Amériques n'apporte pas les résultats escomptés. Une vaste réflexion quant à son utilité est en cours. Une nouvelle approche continentale, moins sécuritaire, se développe, qui cheminera probablement vers une réelle concrétisation aux environs de 2030. ”

La sécurité continentale

Les éléments fondamentaux de la sécurité continentale ne devraient pas changer outre mesure au cours des quinze prochaines années. Les États-Unis demeureront la plus grande puissance dans les Amériques sur tous les plans. Hormis des bouleversements majeurs imprévisibles, les Amériques resteront un espace de paix, relativement isolé, loin des points de tension mondiaux tels que le Moyen-Orient. En fait, les Amériques sont et resteront un espace assez homogène sur les plans linguistique, religieux et identitaire, différents facteurs de plus en plus belligènes de nos jours. Le système de coopération interaméricain, qui se matérialise à travers de multiples institutions multilatérales et sectorielles, constitue un dernier facteur d'apaisement dans les Amériques. En résumé, un espace pérenne de dialogue et de négociation mené par des États influents profite donc aux mesures de confiance et à la transparence en matière de sécurité.

Les deux principaux conflits actuels dans les Amériques s'estompent lentement, avec des contrecoups tout à fait normaux en raison de leur longévité. La fin du vieux contentieux entre les États-Unis et Cuba est maintenant à portée de mains, avec la politique de normalisation des relations bilatérales de l'administration Obama. Il n'est pas certain que cette volonté politique perdure, tout comme il n'est pas encore sûr que le Congrès des États-Unis (ou un futur Congrès) accepte les mesures d'assouplissements proposées par l'exécutif et les budgets consé-



quents. Du côté cubain, il n'est pas non plus si évident que cette ouverture signifie le début d'une libéralisation politique du régime. Reste, comme il a été évoqué plus haut, que l'on devrait – en raison de l'âge avancé de Raul Castro (84 ans) – assister au renouvellement des élites cubaines sans que l'on puisse en prédire l'issue.

Le conflit en Colombie a fait place, lui aussi, à un processus de paix. Ce conflit est plus déstabilisateur que le précédent et a été par le passé source de tensions avec les pays voisins. Depuis 2012, paradoxalement, malgré l'absence d'un cessez-le-feu durable ou respecté par les parties, il est en train d'être résolu par la voie de la négociation. Il y a lieu d'être optimiste. Malgré le fait que les précédents processus de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) aient échoué, le processus actuel semble mieux engagé : les FARC sont affaiblies, un accord intérimaire a été accepté à propos de la réforme agraire, la population colombienne désire une solution pacifique, le processus de pacification des groupes paramilitaires d'extrême-droite a créé un précédent, etc. Bref, de nombreux facteurs sont ainsi réunis pour soutenir le processus de paix en Colombie.

Ces importants conflits semblent ainsi s'estomper sans que de nouveaux se dessinent à l'horizon, si ce n'est un contrôle encore plus accru des activités criminelles transfrontalières. Deux zones sont particulièrement sensibles et peuvent être l'objet de tensions politiques : la frontière entre les États-Unis et le Mexique, et la Triple frontière (entre le Paraguay, l'Argentine et le Brésil). Plus aisée à prévoir : l'augmentation des enjeux de sécurité de faible intensité et plus spécifiquement de la criminalité transnationale, notamment la production et le trafic de drogues, la traite humaine (migrations illégales, prostitution et organes), le trafic d'armes à feu et la cybercriminalité. La guerre contre la drogue dans les Amériques n'apporte pas les résultats escomptés. Une vaste réflexion quant à son utilité est en cours. De plus en plus de leaders du continent s'élèvent pour réclamer que l'on y mette fin. En fait, certains États – pensons à l'Uruguay et à la Bolivie notamment, de même qu'à certains États des États-Unis – assouplissent leur vision ou leur législation par rapport à la production et la vente de substances illicites, en particulier au niveau des drogues dites « douces », comme le cannabis.

Photo ci-dessus :

Le 22 février 2014, des militaires escortent Joaquín « El Chapo » Guzmán, chef du cartel de Sinaloa, considéré comme le plus puissant des cartels de la drogue mexicains. Si son arrestation incarnait à l'époque une grande victoire dans la lutte du Mexique contre le trafic de drogue, la seconde évasion d'« El Chapo » en juillet dernier illustre la toute-puissance des cartels et de leur manne financière. La drogue et la violence qui en découle constituent l'une des principales menaces pour le continent américain. Depuis 2006, plus de 80 000 personnes ont ainsi été tuées au Mexique dans des violences liées au trafic de drogue. (© Xinhua/ David de la Paz)



Une nouvelle approche continentale, moins sécuritaire, se développe donc, qui cheminera probablement vers une réelle concrétisation aux environs de 2030. Cela ne mettra sans doute pas fin aux trafics et aux cartels, mais il est clair que ce changement d'approche aura un effet bénéfique sur le taux de violence et de délinquance. Malgré cela, la pauvreté et la marginalité jumelées à la corruption policière et aux limites de l'État de droit alimenteront des taux de criminalité et de délinquance extrêmement élevés dans nombreux pays de la région.



Photo ci-dessus :

Le président vénézuélien prononce un discours à Caracas, le 6 juillet 2015, jour de fête nationale. Ayant succédé au charismatique Hugo Chavez, décédé en mars 2013, Nicolás Maduro doit aujourd'hui faire face à une grave crise économique, liée notamment à la chute des cours du pétrole. Alors que le Venezuela totaliserait une réserve de 300 milliards de barils de pétrole (la plus importante au monde selon l'OPEP), le pays doit faire face à une inflation rampante, au rationnement et à la dévaluation de sa monnaie. Les élections législatives de décembre prochain suscitent donc d'importantes attentes. (© Xinhua/Boris Vergara)

tions s'effectue très lentement, cinq ans après le séisme de 2010. À cela s'ajoute une crise politique et électorale qui s'inscrit dans la durée. En 2030, il est fort à parier que les conséquences du séisme seront encore tangibles.

La démocratie dans les Amériques

La démocratisation du continent demeure une autre question en suspens pour 2030. En réalité, la question n'est pas tant de savoir si les régimes démocratiques s'y maintiendront, mais plutôt de voir comment ils évolueront et comment la culture démocratique ira plus loin que le simple respect du cycle électoral. Plus spécifiquement, il s'agit du parachèvement de l'État de droit, de la lutte contre la corruption, du renforcement des institutions politiques, du respect des libertés civiles, des droits politiques et des droits de l'Homme, de l'inclusion sociale de tous les citoyens, et dans certains États, de la réconciliation nationale (Colombie, Guatemala...). Si les quinze dernières années sont un reflet de ce qui pourrait se produire dans les quinze prochaines années, les Amériques font plutôt bonne figure en ce qui concerne la démocratie. En effet, le continent, sur le plan régional, a su se doter d'instruments politiques et juridiques pour endiguer le recours et le retour à l'autoritarisme. La Charte démocratique interaméricaine adoptée en 2001 en est un bon exemple. Il y a eu aussi une diminution drastique du nombre de coups d'État, manqués ou réussis, dans les Amériques, comparativement aux décennies 1970 et 1980. De plus, la confiance en la démocratie semble augmenter, comme le note le *Latinobarometro* dans ses études (2).

Le principal défi demeure les transitions politiques mal contrôlées, par exemple au Venezuela ou à Cuba. Que deviendront le chavisme sans Hugo Chavez et le castrisme sans les frères Castro ? Que connaîtra la prochaine génération de citoyens de ces deux pays en termes d'offre politique ? Le recours aux solutions extrêmes (violences, coup d'État...) ne peut être écarté par les partisans ou les opposants à ces deux idéologies. Le défi démocratique est aussi grand en Haïti, alors que le système politique souffre d'un manque chronique de légitimité face à une population généralement démunie et désespérée.

La Chine et les Amériques

L'influence grandissante de la Chine dans les Amériques est sans aucun

doute le phénomène le plus marquant de la dernière décennie. En l'espace d'une quinzaine d'années, elle est devenue le premier ou le second partenaire économique de la plupart des pays du continent. D'une manière générale, en échange d'un accès aux ressources naturelles, agricoles et énergétiques de la région, elle offre une aide économique, des investissements publics et des produits manufacturiers bon marché, avec un triple résultat à l'évolution incertaine. D'un côté, le cycle économique de ces pays est de plus en plus synchronisé avec la demande chinoise en produits de base, ce qui alimente une forte vulnérabilité externe du fait que les exportations vers la Chine, pour la plupart de ces pays, sont constituées pour l'essentiel d'une gamme très étroite de produits phares. D'un autre côté, la concurrence des produits manufacturiers chinois est telle, qu'elle menace la survie du secteur de la fabrication de nombreux pays et détériore les balances commerciales, au risque de voir surgir des velléités protectionnistes et des sentiments antichinois. Enfin, l'importance régionale grandissante de la Chine se produit alors que les États-Unis démontrent un certain désintérêt pour la région, que cela soit sur le plan économique ou sécuritaire.

L'avantage des Amériques, c'est la présence d'une très grande puissance au nord, soit les États-Unis, et la présence d'une puissance régionale au sud du continent, soit le Brésil. Généralement, ces deux pôles assurent une stabilité régionale et apaisent mutuellement les volontés des acteurs les plus belliqueux. En cela, aussi longtemps que la Chine s'abstiendra d'établir une présence militaire dans la région, il est à prévoir que les États-Unis s'accommoderont assez bien de sa présence, et cela, d'autant plus qu'eux-mêmes se tournent de plus en plus vers l'Asie pour assurer leur propre développement économique. Il n'est toutefois pas exclu que la région soit prise dans une montée de la rivalité globale entre les États-Unis et le challenger chinois.

Mathieu Arès et Hugo Loiseau

Notes

(1) US Department of Agriculture, *International Macroeconomic Data Set*, www.ers.usda.gov/data-products/international-macroeconomic-data-set.aspx (consulté le 24 juillet 2015).

(2) *Latinobarometro*, *Informe Latinobarometro 2013*, www.latinobarometro.org.